

# Les Focus de DYNEGAL

DYNAMIQUE DES INÉGALITÉS : LA FORMATION DES REPRÉSENTATIONS

Numéro 1

février 2014

## La montée du sentiment d'appartenance de classe et de la perception des antagonismes sociaux

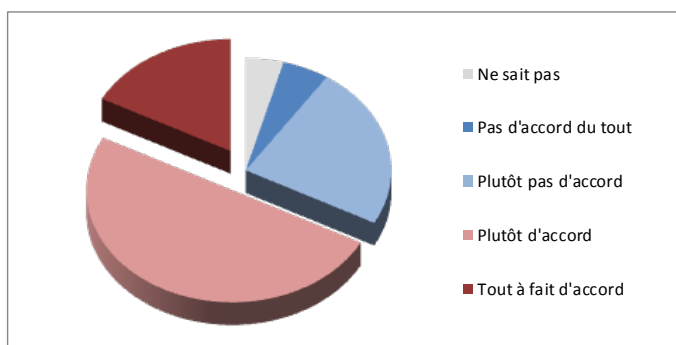
Thomas AMADIEU  
Nicolas FRAMONT

L'enquête Dynegal réalisée auprès d'un échantillon représentatif de plus de 4000 Français révèle que le sentiment d'appartenir aux classes populaires s'est accru depuis 2009. La classe moyenne, si elle demeure le groupe d'appartenance le plus mentionné est en recul. Ce ressenti s'accompagne d'une vision conflictuelle de la société : deux Français sur trois pensent que la société française est caractérisée par la lutte des classes. Les membres des catégories les plus défavorisées ont une vision nettement plus conflictualiste, cohérente avec une conception plus égalitariste de la justice sociale.

## Deux Français sur trois pensent que la société est caractérisée par la lutte des classes

67% des Français sont “tout à fait d'accord” (17,3%) ou “plutôt d'accord” (50%) avec l'affirmation selon laquelle la société française est caractérisée par la lutte des classes. A l'inverse, ils ne sont que 28,6% à être “plutôt pas d'accord” (23,4%) ou “pas d'accord du tout” (5,2%) avec cette affirmation (cf. figure 1).

Figure 1 : En voyant ce qui se passe autour de vous, diriez-vous que nous vivons dans une société caractérisée par la lutte des classes ?



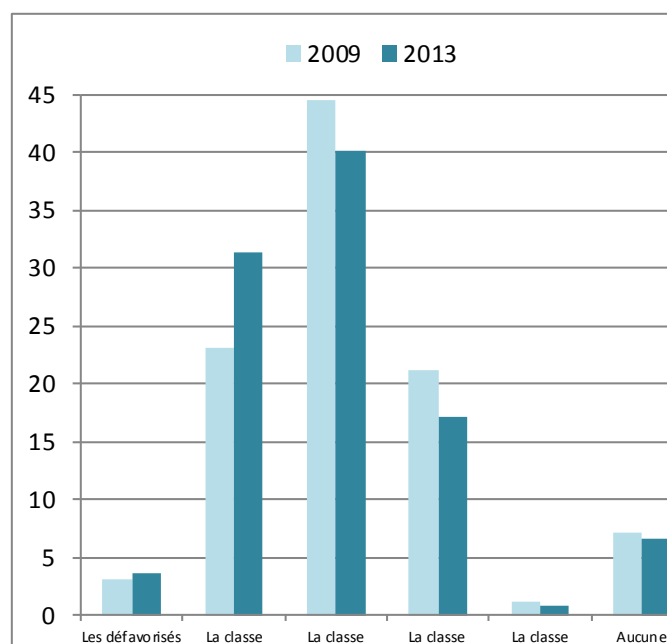
En adhérant dans leur très grande majorité à cette idée, les Français font-ils référence à une situation bipolaire et conflictuelle proche de la vision marxiste ? Ou bien, de façon plus générale, à une conflictualité entre divers groupes culturels ou professionnels ? Par ailleurs, dresser ce diagnostic ne signifie pas que l'on juge cet état positivement : celui qui répond par l'affirmative à la question peut par exemple déplorer la trop grande conflictualité des relations sociales en France. Cette vision conflictualiste paraît reposer à la fois sur le sentiment d'appartenance de classe lui-même et sur des valeurs.

## La montée du sentiment d'appartenance aux classes populaires

Tout d'abord, notre enquête montre que le sentiment d'appartenance est en hausse, tandis que le refus des catégorisations sociales recule légèrement. Ainsi en 1999 un Français sur dix déclarait ne se sentir appartenir à aucune classe sociale tandis qu'ils ne sont plus que 7,2% en 2009 et 6,7% en 2013 (ISSP, 1999 ; PISJ, 2009).

Ensuite, le sentiment d'affiliation se fait de moins en moins au profit des classes moyennes (figure 2). On constate en effet un recul très net en trois ans du sentiment d'appartenir aux classes moyennes, même si celles-ci restent majoritaires : la classe moyenne inférieure représentait 44,4% des Français en 2009 mais tombe à 39,9% en 2013, la classe moyenne supérieure passe quant à elle de 21,1% à 16,9% (PISJ, 2009). Il y a là un retournement très net de tendance : alors que depuis les années 1980 les Français se sentaient toujours plus appartenir à une grande classe moyenne centrale, l'auto-positionnement médian recule.

Figure 2 : Sentiment d'appartenance à une classe sociale en 2009 et 2013



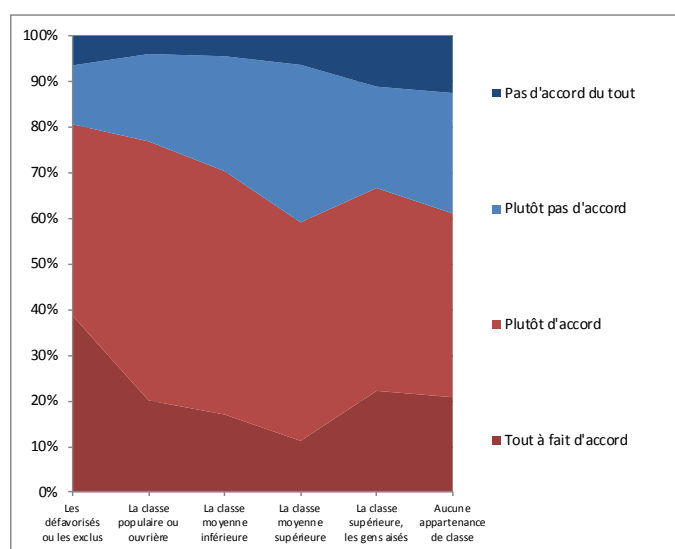
Le déclin relatif des classes moyennes se fait surtout au profit de la classe populaire ou ouvrière puisque 30,5% des Français se sentent appartenir à celle-ci contre 23% en 2009. Au total, il s'agit d'une augmentation de plus de huit points du sentiment d'appartenir aux classes les moins favorisées si l'on y ajoute les défavorisés ou les exclus.

C'est là encore un retournement vis-à-vis d'une tendance lourde : en effet, ces vingt dernières années, le paradigme dominant dans les discours politiques et savants était celui d'un déclin fort de la classe ouvrière. Certains sociologues (Chauvel, 2001 ; Bouffartigue, 2004) depuis le début des années 2000 ont relativisé cette affirmation, en soutenant que la société française était toujours très clivée, avec d'un côté une classe populaire majoritaire, de l'autre une « classe supérieure » représentant environ 10 à 15% de la population (cumulant revenus, patrimoine et niveaux de responsabilité élevés), et au milieu une classe moyenne plus réduite dans les faits que dans les représentations. Si l'on assiste bien à un déclin quantitatif des ouvriers, les employés sont plus nombreux que par le passé, et le secteur tertiaire ne présente plus la garantie de stabilité statutaire et les hauts salaires des débuts de son essor. Or, les travaux menés jusqu'à présent sur les perceptions des catégories sociales avaient montré que cette situation objective ne s'accompagnait pas d'une conscience subjective, chez les individus, de leur position réelle : les membres des classes populaires manifestaient une tendance croissante à se situer dans la classe moyenne.

Cette distorsion paraît aujourd'hui s'affaiblir au profit d'une plus grande polarisation des affiliations de classe. D'autant qu'il apparaît que les Français témoignent d'une grande cohérence entre leur positionnement sur l'échelle sociale et leur appartenance de classe. Ainsi, lorsqu'ils doivent dire dans quel quart de l'échelle sociale ils se situent, les individus interrogés dans l'enquête DYNEGAL répondent en conformité avec leur ressenti d'appartenance. Par exemple, ceux qui disent se situer

dans la moitié inférieure de l'échelle sociale sont aussi les plus nombreux à estimer faire partie de la classe populaire ou ouvrière. Le sentiment d'appartenance de classe est également en conformité avec le niveau de revenu, même si l'appartenance aux classes moyennes est sans doute exagérée aux deux extrémités des niveaux de revenu, ce qui peut être lié aux autres critères à l'origine du sentiment d'appartenance (statut professionnel, patrimoine, niveau d'études, capital culturel, etc.). Il y a en outre un lien entre ces évolutions de l'auto-positionnement et le fait de considérer que la société française est caractérisée par la lutte des classes. Si ce constat est partagé par la majorité des personnes interrogées, il se fait plus aigu chez ceux qui se situent plus bas dans l'échelle sociale (cf. figure 3).

Figure 3 : Caractérisation de la société française par la lutte des classes selon l'appartenance sociale



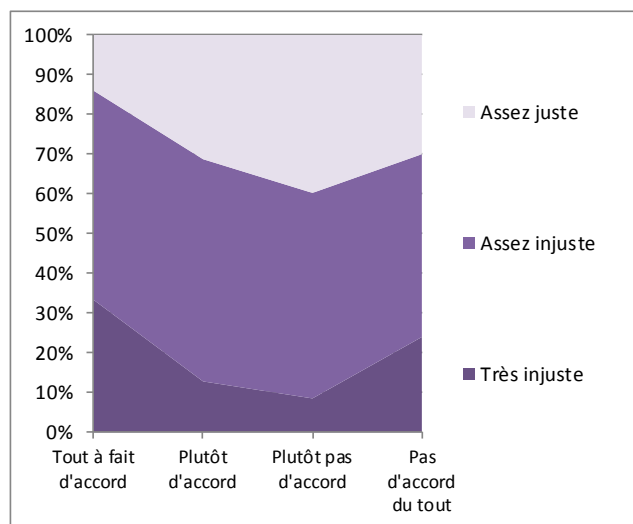
Les Français qui se situent parmi les « défavorisés et les exclus » ou la « classe populaire ou ouvrière » pensent à plus de 70% que la société est caractérisée par la lutte des classes. Surtout, les défavorisés adhèrent pour près de 40% d'entre eux tout à fait à la vision classiste. Cette dernière décline logiquement dans les classes moyennes pour remonter légèrement chez les Français se sentant appartenir à la classe supérieure. On peut toutefois se demander ce que recouvre ce diagnostic d'une "lutte des classes" que la grande majorité des Français dresse pour caractériser la société française ?

### Une vision classiste associée à des valeurs

Certaines questions posées permettent d'éclairer le contenu normatif et politique d'un tel jugement. On constate ainsi qu'une vision classiste de la société s'accompagne du sentiment que cette dernière est injuste : les Français pour qui la société française est tout à fait caractérisée par la lutte des classes trouvent la société française injuste pour 84% d'entre eux, contre 59,8% de ceux qui ne pensent plutôt pas que la société est caractérisée par la lutte des classes. Les personnes les plus convaincues de l'existence d'une lutte des classes expriment un sentiment d'injustice très fort.

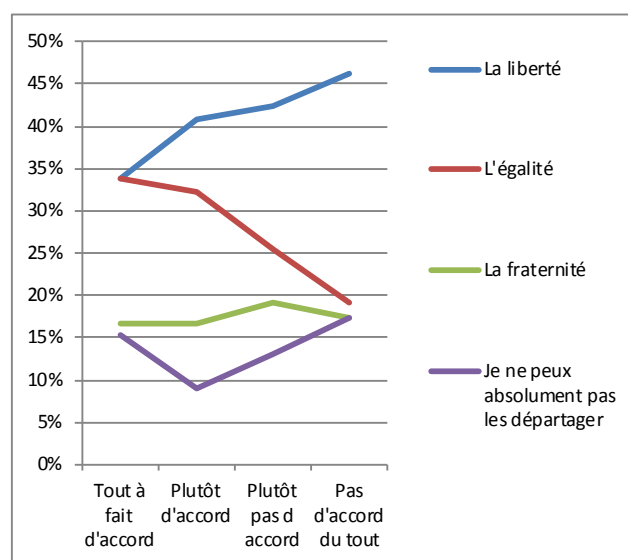
En somme si le sentiment d'injustice est toujours majoritaire, une vision conflictuelle s'accompagne d'un sentiment d'injustice plus fort (cf. figure 4).

Figure 4 : Caractérisation de la société française par la lutte des classes et jugement sur son équité



Ce sentiment plus fort d'injustice de la société tient aussi à l'attachement de ces Français au principe d'égalité. Les plus attachés au principe d'égalité sont aussi ceux qui pensent que la société française est caractérisée par la lutte des classes, même si chez eux l'attachement au principe de liberté reste élevé (figure 5).

Figure 5 : Caractérisation de la société par la lutte des classes et attachement aux principes de la devise française



Cet attachement plus marqué à l'égalité comme principe a, sans surprise, des conséquences sur la tolérance aux inégalités et sur la redistribution souhaitable des richesses. Lorsque l'on demande aux Français de se positionner sur une échelle allant d'une société non-redistributive à une société égalitariste, on constate que ceux qui ont une vision conflictualiste tendent davantage vers le pôle

égalitariste. Ainsi la moyenne des opinions sur une échelle de un à dix est de 7 pour ceux qui sont tout à fait d'accord avec la vision classiste, puis elle tombe à 6,1 pour ceux qui sont plutôt d'accord et enfin est de 5,6 pour ceux qui ne sont plutôt pas en accord avec la vision classiste. La description de la société en termes de lutte des classes s'accompagne donc d'un désir plus fort de redistribution des richesses.

Dire que la société française est caractérisée par la lutte des classes révèle donc un attachement à des principes spécifiques : pour ceux qui sont le plus en accord avec cette caractérisation, cela témoigne d'un attachement fort à l'égalité, qui conduit à penser que la société est actuellement injuste et qu'il serait nécessaire de mieux répartir les richesses.

## Une vision conflictuelle qui s'appuie sur l'expérience de difficultés sociales

Toutefois, le sentiment de conflictualité ne s'adosse pas uniquement à des identifications de classe ou à des principes de justice, mais également aux conditions de vie réelles. Rencontrer des difficultés financières porte à établir un constat de conflictualité très fort. Ainsi, près de 40% des Français ayant très souvent des problèmes pour finir le mois sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle la société française est marquée par la lutte des classes, contre un peu plus de 10% pour ceux qui n'ont que rarement ou jamais de difficultés financières. On peut penser que les difficultés économiques éprouvées s'accompagnent d'un sentiment que la répartition des ressources n'est pas assez équitable ou les niveaux de rémunération trop faibles. Peut-être ces difficultés économiques personnelles sont-elles attribuées à une répartition se faisant au profit des catégories sociales en position de force.

## Conclusion

Le thème de la conflictualité de classe, qui paraissait désuet, est pourtant décrit comme une réalité par près des deux tiers des Français. Ce diagnostic, partagé par l'ensemble des catégories sociales, résonne plus fortement chez ceux qui se positionnent au bas dans l'échelle sociale et qui rencontrent des difficultés sociales. Il semble toutefois qu'on ne puisse pas simplement dire qu'il s'agit là d'un retour à une vision antérieure des classes sociales, puisque ce phénomène ne se reflète pas particulièrement dans une tendance à la hausse à adhérer à des partis traditionnellement associés à la lutte des classes au sens classique du terme.

## Données mobilisées

Les données exposées ici sont issues de l'enquête DYNEGAL réalisée en 2013 par des chercheurs du GEMASS, du CMH et du PACTE avec le concours de TNS SOFRES, et financée par l'Agence nationale de la recherche ainsi que le Ministère de la Culture et de la communication et l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Un échantillon représentatif de 4049 Français ont été interrogés (figure 2) sur leurs perceptions des injustices et des inégalités, dont 1009 d'entre eux plus spécifiquement sur leurs représentations politiques (figures 1, 3, 4 et 5).

## Références

Bouffartigue P. (dir.) (2004) *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute

Chauvel L. (2001) «Le retour des classes sociales ?», *Revue de l'OFCE*, 4(79) : 315-359

CNRS et FNSP (1999) *International Social Survey Programme (ISSP)*, France

GEMASS et CMH (2009) *Perception des inégalités et sentiments de justice (PISJ)*

## Auteurs

Thomas AMADIEU est docteur en sociologie et ancien élève de l'École Normale Supérieure de Cachan. Il est chargé d'enseignement à l'Université Paris Sorbonne. Ses recherches portent sur la stratification sociale, les addictions et les jeux de hasard et d'argent.

Nicolas FRAMONT est doctorant au GEMASS et enseigne la sociologie à l'Université Paris Sorbonne. Ses recherches portent sur la stratification sociale et la construction des normes juridiques relatives à la ville.

### Les Focus de DYNEGAL

Direction de la publication  
Olivier GALLAND

Mise en page  
Alexandra FRÉNOU

Plus d'info sur [www.dynegal.org](http://www.dynegal.org)